



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
15 juillet 2005
Français
Original: anglais

Seconde session ordinaire de 2005

6-9 septembre 2005, New York

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Projet de descriptif de programme de pays
pour l'Indonésie (2006-2010)**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Analyse de la situation	1-6	2
II. Coopération passée et enseignements tirés	7-13	3
III. Programme proposé.	14-36	3
IV. Gestion, suivi et évaluation du programme.	37-40	7
Annexe		
Cadre de résultats et d'allocation de ressources pour l'Indonésie (2006-2010)		9



I. Analyse de la situation

1. Depuis la crise économique et la transformation politique qui ont eu lieu durant la période 1997-1998, l'Indonésie a fait des pas importants sur la voie de la réduction de la pauvreté et du renforcement de la démocratie. Le premier rapport de l'Indonésie sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le *Rapport national sur le développement humain* font état de progrès socioéconomiques. Entre 1999 et 2002, le taux de pauvreté a reculé, passant de 23 à 18 %, et des améliorations sensibles sont évidentes aussi sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire concernant l'alphabétisation des adultes, la mortalité infantile et la malnutrition infantile. Ces tendances observées à l'échelle nationale donnent à penser que l'Indonésie est sur la bonne voie pour atteindre bon nombre des objectifs du Millénaire à l'horizon de 2015.

2. Cependant, plusieurs problèmes persistent. Plus de 60 % de la population vivent avec moins de 2 dollars par jour et la démarginalisation des femmes progresse lentement, la preuve en était qu'à l'issue des élections d'avril, le pourcentage des femmes parlementaires, qui était nul, n'est passé qu'à 11 %.

3. L'Indonésie est à la traîne aussi en ce qui concerne d'autres grands objectifs du Millénaire : la proportion de la population qui dispose d'un assainissement convenable est faible; les taux de mortalité maternelle sont parmi les plus élevés d'Asie du Sud-Est; et l'épidémie du VIH/sida progresse en flèche. Les indicateurs nationaux occultent des écarts régionaux considérables entre les régions et même les objectifs du Millénaire qui pourraient être atteints au niveau national ne le seront pas dans bon nombre de provinces et de districts, surtout dans les zones les plus reculées.

4. Les pauvres étaient pour la plupart fortement tributaires des écosystèmes pour leur subsistance, il est impératif d'améliorer la gestion de l'environnement pour faire reculer la pauvreté.

5. Les élections libres qui viennent d'avoir lieu sont la première pierre dans l'édification d'un État qui a pour vocation essentielle de satisfaire les besoins des plus démunis et qui favorise le respect des droits de l'homme. La corruption omniprésente mine toutefois la confiance à l'égard des gouvernants. Selon l'Indice de perceptions de la corruption 2004, l'Indonésie se classe au 133^e rang sur 145 pays. En outre, l'Indonésie a beau faire des progrès importants en procédant à la régionalisation et la décentralisation budgétaire, les institutions locales restent, dans de nombreux domaines, incapables de bien s'acquitter de leurs nouvelles missions.

6. Les conflits violents qui ont éclaté récemment en Indonésie ont eu de lourdes répercussions sur le développement humain dans les régions touchées. De surcroît, les immenses dégâts causés par le séisme et le tsunami qui ont frappé Aceh et le Sumatra du Nord en décembre 2004, et par le séisme de mars 2005 mettent en évidence la vulnérabilité des villes et villages aux catastrophes naturelles. Les femmes, tout particulièrement, ont été touchées. Prévenir de telles crises est un préalable à la réalisation des objectifs du Millénaire.

II. Coopération passée et enseignements tirés

7. Le cadre de coopération de pays (CCP) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Indonésie (2001-2005) a permis une action intégrée face à la transformation de l'Indonésie, et un certain nombre d'enseignements, décrits ci-après, ont été tirés de ses activités.

8. *Améliorer les partenariats pour maximiser l'impact.* Les partenariats accroissent considérablement l'impact de l'aide au développement. Le PNUD appuiera donc le mécanisme de soutien à la décentralisation qui permet à plusieurs donateurs d'harmoniser leur aide.

9. *Améliorer le suivi et l'évaluation est gage de transparence et de responsabilité.* Le PNUD renforcera donc des mécanismes internes dans un souci de transparence et de responsabilité en ce qui concerne les programmes bénéficiant de son concours.

10. *Intégrer la prévention des conflits dans la programmation.* Les résultats de l'Analyse de la paix et du développement, effectuée de concert avec l'Agence nationale de planification du développement en 2004, ont souligné la nécessité et la possibilité d'intégrer la prévention des conflits dans la programmation. Le PNUD s'emploiera à institutionnaliser cette démarche au sein de son programme de pays ainsi que dans la programmation et dans la mise en œuvre de partenariats au service du développement en Indonésie.

11. *Intégrer une démarche fondée sur le respect des droits.* Le PNUD s'attachera à favoriser et à instaurer une démarche fondée sur le respect des droits en matière de développement, en donnant aux ayants droit les moyens de faire valoir leurs droits et aux responsables de s'acquitter de leurs obligations. Il sera particulièrement attentif aux droits des femmes et à leur participation, sur un pied d'égalité, à la vie politique, civile, économique, sociale et culturelle.

12. *Renforcer les capacités opérationnelles internes pour apporter un concours efficace en temps de crise.* Le PNUD a constaté qu'il fallait améliorer les systèmes opérationnels, notamment pour les interventions en temps de crise, et, par voie de conséquence, renforcera ses moyens de répondre aux futures interventions.

13. *Assurer un ciblage géographique et thématique pour renforcer l'impact.* Étant donné que les efforts sont moins fructueux lorsqu'ils sont éparpillés, le nouveau programme de pays portera essentiellement sur seulement huit à 10 provinces, présentant les indices de développement humain les plus faibles et les taux de pauvreté les plus élevés et étant les plus vulnérables aux crises.

III. Programme proposé

14. Le projet de programme de pays du PNUD (2006-2010) a été élaboré à la suite de consultations avec les principaux acteurs du développement en Indonésie. Il concorde parfaitement avec les résultats du bilan commun de pays effectué en 2004 et avec la stratégie énoncée dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour l'Indonésie (2006-2010). Le PNUD apportera son soutien à la mise en œuvre des trois conclusions du Plan-cadre 2006-2010, tout en concentrant son aide là où il dispose d'avantages comparatifs et d'une capacité avérée. Son action consistera essentiellement à : a) renforcer le développement humain pour

atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement; b) promouvoir une gestion durable de l'environnement; c) améliorer l'action publique locale pour favoriser le développement de proximité; d) réduire les risques de crise; et e) soutenir le processus de reconstruction à Aceh et dans le Sumatra du Nord. De plus, compte tenu du rôle de chef de file de l'Indonésie en Asie du Sud-Est, le PNUD continuera de promouvoir la coopération régionale, notamment en améliorant les liens entre le programme de pays et les initiatives au titre du programme régional du PNUD.

A. Renforcer le développement humain pour atteindre les objectifs du Millénaire

15. *Soutien à l'action publique.* Le PNUD continuera d'aider le Gouvernement à mettre en œuvre sa stratégie de réduction de la pauvreté et son plan de développement à moyen terme pour la période 2004-2009. Une attention particulière sera accordée au renforcement des autorités locales à l'échelle des provinces et des districts en vue : i) de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies locales de réduction de la pauvreté; ii) de l'intégration, dans les stratégies locales de réduction de la pauvreté, des indicateurs et cibles qui correspondent aux objectifs du Millénaire pour le développement; iii) de la mise en route des mécanismes participatifs et consultatifs et du lancement de campagnes médiatiques destinées à sensibiliser l'opinion.

16. Une tâche prioritaire sera d'élaborer et de mettre en application des programmes concertés de réduction de la pauvreté dans les provinces les plus pauvres, dont la Papouasie.

17. Le PNUD continuera aussi de soutenir le Fonds indonésien pour le partenariat dans la lutte contre le VIH/sida, selon le triptyque suivant : UN cadre d'action, UNE coordination nationale et UN système national de suivi et d'évaluation.

18. Le PNUD accompagnera les efforts visant à intégrer le souci de l'égalité des sexes dans la planification, l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble des politiques et programmes de développement. Pour ce faire, il apportera une aide pour le renforcement des capacités au Ministère de l'autonomisation des femmes.

19. *Suivre la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.* Une aide sera fournie pour : renforcer les capacités au niveau national, suivre la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans toute l'Indonésie; diffuser les résultats de ce suivi; susciter des débats sur des politiques en faveur des pauvres au moyen de l'analyse de données empiriques.

20. *Renforcer les organisations de la société civile.* Le PNUD aidera les acteurs de la société civile à renforcer leurs capacités et continuera à encourager les partenariats et le dialogue entre la société civile, les principaux organes législatifs et le pouvoir exécutif, pour que la société civile fasse plus fortement entendre sa voix dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement.

B. Assurer un environnement durable et une utilisation efficace de l'énergie

21. L'action du PNUD comportera deux volets : i) la gestion rationnelle de l'environnement et ii) l'utilisation efficace de l'énergie. Il favorisera l'élaboration au niveau local de solutions dans le domaine des énergies nouvelles et de la gestion des ressources en vue de résultats durables.

22. *Gestion rationnelle de l'environnement.* Le PNUD luttera contre la pauvreté en améliorant la gestion de l'environnement et en assurant la répartition équitable des ressources naturelles. Les instruments clefs qui seront utilisés à cet effet sont les suivants : indicateurs environnementaux, mécanismes de suivi et d'évaluation, incitations fiscales en faveur de la préservation et de la gestion rationnelle de l'environnement et approches écologiques respectant les droits. Le programme encouragera aussi des actions pédagogiques destinées à sensibiliser les jeunes aux questions écologiques.

23. *Utilisation efficace de l'énergie.* L'utilisation efficace des énergies renouvelables et l'accès des pauvres aux sources d'énergie modernes contribueront à améliorer considérablement les moyens de subsistance et la productivité de ceux-ci, tout en préservant l'environnement. Les interventions auront essentiellement pour but de réaliser des économies d'énergie et l'utilisation efficace des énergies renouvelables locales au profit du développement.

24. *Actions de sensibilisation et renforcement des capacités en vue du bon respect des accords internationaux.* Il faut augmenter les capacités de l'État, de la société civile et du secteur privé pour assurer le respect des accords internationaux dans le domaine de l'environnement, comme le Protocole de Montréal. L'aide à l'État concernera la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. En ce qui a trait à la société civile, le PNUD apportera son soutien aux actions de sensibilisation et fera mieux connaître les instruments relatifs à l'environnement. S'agissant du secteur privé, le PNUD encouragera la gestion rationnelle de l'environnement en mettant en place des cadres juridiques et en favorisant des partenariats entre le secteur public et le secteur privé.

C. Favoriser la gouvernance démocratique

25. *Accélérer et optimiser la réforme de l'administration locale.* La décentralisation n'a pas forcément entraîné une meilleure prestation des services publics à l'échelle locale. Il est donc essentiel que le PNUD fournisse une assistance pour renforcer la capacité des autorités locales et des administrés à déterminer leurs priorités et à organiser les services. Le PNUD encouragera aussi la coopération et la coordination des actions entre les divers organismes publics pour favoriser un brassage d'idées concernant les pratiques exemplaires et les savoirs en matière de développement et développer des synergies entre les politiques.

26. *Approfondir la démocratie.* À la suite du succès des élections de 2004, l'Indonésie doit veiller à enraciner les institutions et les mécanismes démocratiques, à les inscrire dans la durée et à assurer leur fonctionnement effectif. Ainsi, le PNUD encouragera la sensibilisation aux plans politique et civique, par le biais de campagnes médiatiques et par la mobilisation des citoyens pour qu'ils participent dans les institutions telles que les corps électoraux. Il fournira un appui aux actions

visant à renforcer la pratique de la concertation, l'intégration du souci de l'égalité des sexes dans les politiques, aux actions de sensibilisation et de coordination en vue de la bonne gouvernance, à tous les échelons, ainsi que dans les organisations multilatérales.

27. *Encourager une réforme du secteur juridique et judiciaire fondée sur le respect des droits.* Le PNUD s'efforcera d'améliorer la capacité des pauvres et des défavorisés à obtenir réparation dans le cadre de structures et procédures judiciaires officielles et non officielles. Il aidera aussi à renforcer les moyens institutionnels du Ministère de la justice et des droits de l'homme à faire participer les citoyens au processus législatif, améliorer le système judiciaire en renforçant les compétences techniques juridiques et prônera une réforme de la justice et le respect des droits de l'homme. En outre, le Ministère de la justice, les agents des forces de police et les juges suivront une formation à la lutte contre la corruption dans le cadre du Partenariat pour les réformes et la gouvernance.

D. Réduire la vulnérabilité aux crises

28. *Prévention des conflits.* Le PNUD encouragera à passer d'une logique d'intervention à une logique de prévention. Il aidera le Gouvernement et la société civile à concevoir et à mener des actions de développement dans le cadre de la prévention des crises. Dans le droit fil des conclusions de l'analyse du développement axé sur la paix, le PNUD aidera les pouvoirs publics locaux à intégrer dans leur action la prévention des conflits, notamment par la planification participative locale, par l'élaboration des politiques et par des initiatives locales destinées à renforcer la cohésion sociale. Une attention particulière sera accordée aux personnes déplacées et à la réinstallation des réfugiés ainsi qu'aux jeunes et aux femmes pouvant jouer un rôle d'impulsion dans le développement et la construction de la paix.

29. Le PNUD collaborera avec le Gouvernement central, la société civile et les acteurs du développement au niveau international, notamment la Banque mondiale, pour comprendre les causes et la dynamique des conflits, mettre à l'essai des modèles de prévention, codifier les leçons qui en sont tirées et faciliter l'élaboration des politiques aux échelons local et national.

30. *Atténuation des effets des catastrophes naturelles.* Comme les villes et villages d'Indonésie sont sujets à des catastrophes naturelles, il sera impératif d'élaborer des stratégies globales de prises en charge des risques naturels à l'échelle locale et de les intégrer dans la planification à l'échelle des districts, des provinces et du pays. Il sera essentiel aussi de professionnaliser les dispositifs de lutte contre les catastrophes, d'élaborer des cadres réglementaires à l'échelle du pays et des régions et de renforcer les systèmes de planification préalable et les dispositifs d'intervention.

E. Remise en état et reconstruction d'Aceh et du Sumatra du Nord

31. Les premières interventions du PNUD, qui se poursuivront au cours du nouveau cycle de programme de pays, s'inscrivaient dans le cadre des interventions

d'urgence et du relèvement ponctuel. Dans le long terme, en se fondant sur les leçons qui en sont tirées, le PNUD favorisera un redressement durable en apportant son concours à la nouvelle Agence de reconstruction et de relèvement ainsi qu'aux conseils de planification nationaux et locaux.

32. *Reconstitution des moyens de subsistance et relèvement de l'infrastructure économique dans les zones ciblées.* Les premiers efforts du PNUD ont porté sur des programmes « Travail contre rémunération » destinés à créer des emplois immédiats pour les sinistrés. Les priorités évoluent rapidement vers la nécessité de reconstituer durablement les moyens de subsistance et de revitaliser l'économie locale. Il importe notamment de relever les filières de la pêche et de l'agriculture, les petites et moyennes entreprises, de rétablir le crédit, d'assurer la formation professionnelle et de remettre en état les équipements économiques tels que les ports de pêche et les marchés. Des initiatives de longue durée porteront sur le renforcement des capacités des pouvoirs publics locaux, de la société civile et des institutions de microfinancement en vue de promouvoir des moyens de subsistance durables.

33. *Logement, établissements humains et infrastructure connexe.* L'Agence de reconstruction et de relèvement a fait de la reconstruction des habitations une de ses grandes priorités. Le PNUD apportera son concours par l'entremise de mécanismes locaux et participatifs, en collaboration et en coordination avec d'autres partenaires clefs.

34. Une aide sera apportée au renforcement de la capacité des pouvoirs publics locaux à définir des politiques relatives à l'habitat et aux droits de propriété, par la mise en place de mécanismes efficaces de restitution et le renforcement des capacités au niveau local de régler les différends. Comme la reconstruction postule un aménagement de l'espace et un plan d'occupation des sols qui sont complexes, le PNUD apportera une assistance technique à l'État pour que cette planification et cette mise en œuvre se placent sous le signe de la participation et de la consultation.

35. *Renforcement des capacités des pouvoirs publics et de la société civile.* Les pouvoirs publics et la société civile bénéficieront d'une aide pour définir et mettre en œuvre des politiques et programmes de développement durable. Au lendemain de la catastrophe, les pouvoirs publics locaux et la communauté ont l'occasion de collaborer à l'amélioration de la gouvernance, dans un souci de démocratie, de transparence, de responsabilité et de bienveillance et disponibilité. Le PNUD apportera son concours au rétablissement progressif des institutions et services publics.

36. Le PNUD continuera aussi d'aider, en matière de définition des politiques et sur le plan opérationnel, l'Agence de reconstruction et les institutions qui lui sont apparentées, comme les conseils de planification central et provinciaux, en vue d'une meilleure coordination de la mise en œuvre du Plan directeur de reconstruction des zones sinistrées. Celui-ci prévoit d'autres formes d'assistance où il sera fait appel à l'expérience du PNUD dans les domaines d'action ordinaires du programme de pays.

IV. Gestion, suivi et évaluation du programme

37. La gestion axée sur les résultats sera l'une des bases de la programmation du PNUD pour le cycle 2006-2010. Le PNUD s'attachera, avec des partenaires, à

renforcer le suivi et l'évaluation des résultats en matière de développement, afin d'accroître l'impact des initiatives et de placer l'utilisation des moyens sous le signe de la transparence et de la responsabilité. Une section spécialement chargée du suivi et de l'évaluation veillera à la mise en place de dispositifs adaptés. Pour certains programmes et projets, des cadres de résultats plus détaillés, comprenant des indicateurs simples et mesurables, seront élaborés, de concert avec l'État et d'autres acteurs clefs.

38. Comme le programme de pays est en parfaite concordance avec le PNUAD, les résultats du programme de pays du PNUD seront mis en correspondance avec les résultats globaux du système des Nations Unies en Indonésie grâce à une coordination et à un suivi conjoint des opérations par les organismes des Nations Unies. Le PNUD s'attache aussi à contribuer à la coordination des actions avec d'autres organismes de développement, telles que les institutions financières internationales. L'articulation des mécanismes de suivi du programme avec les activités de suivi effectuées par l'État et la société civile, concernant notamment la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, faciliteront encore davantage l'évaluation de la contribution apportée par le PNUD à cet égard.

39. De nouvelles mesures spéciales viennent accompagner et améliorer le cadre de contrôle interne et d'obligation redditionnelle du PNUD. Elles consistent notamment à renforcer le dispositif de vérification du PNUD, à collaborer avec des organisations indépendantes au contrôle de l'efficacité de l'aide et à nouer des partenariats avec des entreprises privées comme Deloitte-Touche et PricewaterhouseCoopers pour optimiser l'efficacité des systèmes du PNUD, avec une attention particulière pour les zones sinistrées.

40. Un montant de 18 à 25 millions de dollars prélevé sur les ressources ordinaires est prévu pour le programme de pays, 2006-2010. En collaborant étroitement avec le Gouvernement, le PNUD s'efforcera de nouer des partenariats pour mobiliser des financements supplémentaires de l'ordre de 200-250 millions de dollars au titre des ressources autres que les ressources de base. Cette stratégie de mobilisation permettra d'utiliser des montants limités des allocations au titre du montant cible pour l'affectation comme capital d'amorçage pour mobiliser des cofinancements supplémentaires, et mettra l'accent sur le rôle que peut jouer le PNUD dans l'adaptation des priorités nationales et ressources internationales.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation de ressources pour l'Indonésie (2006-2010)

Priorité nationale : Améliorer le niveau de vie des familles grâce à des initiatives socioéconomiques

Résultat escompté 1 du PNUAD : À l'horizon de 2010, améliorer les perspectives générales et les moyens de subsistance de tous, en s'attachant plus à la réalisation des objectifs du Millénaire, en apportant un soutien institutionnel à cet égard et en mobilisant les citoyens en faveur de ces objectifs, notamment en ce qui concerne le VIH/sida

<i>Élément de programme</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs, points de comparaison et objectifs</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources par objectif (en milliers de dollars)</i>
Réaliser les objectifs du Millénaire, faire reculer la pauvreté et agir contre le VIH/sida	1. À l'horizon de 2010, élargissement des perspectives d'emploi durable par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et programmes participatifs adaptés	1.1 Élaboration de stratégies locales de réduction de la pauvreté et de lutte contre le VIH/sida pour réaliser les objectifs du Millénaire, avec un souci particulier pour les défavorisés, les femmes et les personnes vulnérables 1.2 Mise en place de cadres/capacité des institutions nationales et régionales à faire progresser et/ou suivre la réalisation des objectifs du Millénaire 1.3 Renforcement des capacités des acteurs de la société civile dans la prise de décisions et/ou le suivi des politiques nationales	1.1 Indicateur : nombre de provinces et districts où les stratégies de réduction de la pauvreté bénéficient d'un soutien Cible : 10 provinces et 30 districts. Indicateur : mise sur pied d'une politique nationale d'intégration du souci de l'égalité des sexes 1.2 Indicateur : nombre de rapports sur les objectifs du Millénaire Cible : trois rapports sur les OMD 1.3 Indicateur : influence des réseaux d'OSC sur la politique en faveur des pauvres Cible : création de cinq réseaux	Équipe de pays des Nations Unies, gouvernement national et pouvoirs publics locaux, Parlement, donateurs bilatéraux, ONG internationales et locales, secteur privé, médias	Ressources ordinaires : 8 075 dollars Autres ressources : 95 500 dollars Total : 103 575 dollars
Énergie et environnement pour le développement durable	2. À l'horizon de 2010, amélioration des conditions de vie et de l'utilisation durable de l'énergie en Indonésie, et instauration de conditions de vie convenables dans les provinces les plus pauvres	2.1 Élaboration d'un cadre général et de plans d'action pour la gestion de l'environnement à l'échelle régionale 2.2 Mise en place d'un cadre général pour l'utilisation efficace des énergies renouvelables et les économies d'énergie 2.3 Renforcement de la capacité de l'État, du secteur privé et de la société civile à respecter les accords internationaux sur l'environnement	2.1 Indicateur : nombre d'indicateurs environnementaux mis en place, baisse du taux de déboisement 2.2 Indicateur : % d'utilisation des énergies renouvelables dans les provinces de Java, Nusa Tenggara Timur, Nusa Tenggara Barat et Papouasie (petits ouvrages hydroélectriques) Situation de départ : 14 % Cible : 24 %	Équipe de pays des Nations Unies, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, gouvernement national et pouvoirs publics locaux, ONG écologiques, donateurs bilatéraux, secteur privé	Ressources ordinaires : 2 042 dollars Autres ressources : 24 000 dollars Total : 26 042 dollars

<i>Élément de programme</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs, points de comparaison et objectifs</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources par objectif (en milliers de dollars)</i>
			<p>2.3 Indicateur : capacité des institutions à respecter les conventions internationales et mise au point de formations</p> <p>Cible : renforcement des capacités institutionnelles dans cinq régions; élimination progressive d'ici à 2008 des substances détruisant l'ozone</p>		
Priorité nationale : Instaurer la démocratie et mettre la justice au service de tous les Indonésiens					
Résultat escompté 2 du PNUAD : À l'horizon de 2010, mise en place d'un régime démocratique qui agit en faveur des pauvres et accroissement de la responsabilité, des capacités et de la participation dans les provinces les plus démunies					
Favoriser la gouvernance démocratique	3. À l'horizon de 2010, mise en place de politiques et de mécanismes de décentralisation participatifs en faveur des pauvres et respect de l'état de droit et des instruments internationaux par les institutions publiques et privées	<p>3.1 Renforcement des pratiques et institutions démocratiques à l'échelle infranationale, mettant l'accent sur l'accroissement de la capacité à fournir les services publics</p> <p>3.2 Participation active des citoyens à la vie politique et à la gouvernance</p> <p>3.3 Amélioration de l'accès à la justice et capacité de respecter les normes internationales en matière de droits de l'homme</p> <p>3.4 Renforcement du dialogue sur les politiques et des actions de sensibilisation à la gouvernance à l'échelle nationale, régionale et internationale, ainsi que dans les organisations multilatérales</p>	<p>3.1 Indicateur : interaction avec la population locale; accord entre les acteurs du domaine sur les principes de gouvernance au niveau local; capacité budgétaire des pouvoirs publics locaux</p> <p>3.2 Indicateur : nombre de points d'accès permettant aux citoyens de participer au débat sur les politiques; capacité des assemblées législatives</p> <p>3.3 Indicateur : possibilités d'accès à la justice; respect des normes internationales en matière de droits de l'homme</p> <p>3.4 Indicateurs : sommets nationaux sur la réforme/mécanisme de suivi de la gouvernance; existence de partenariats et de mécanismes de concertation sur la gouvernance</p>	Équipe de pays des Nations Unies, gouvernement national et pouvoirs publics locaux, Dewan Perwakilan Rakyat (DPR), Dewan Perwakilan Daerah, DPR Daerah, Kitsap Public Utility District, donateurs bilatéraux, ONG, réseaux et groupes de soutien aux séropositifs et aux sidéens, secteur privé, médias	<p>Ressources ordinaires : 2 776 dollars</p> <p>Autres ressources : 28 000 dollars</p> <p>Total : 30 776 dollars</p>
Priorité nationale : Faire régner la sécurité et la paix en Indonésie					
Résultat escompté 3 du PNUAD : À l'horizon de 2010, cadres et mécanismes politiques et juridiques améliorés pour protéger les personnes vulnérables et réduire les vulnérabilités					
Prévention des crises et redressement	4. Capacité de l'État et de la société civile à prévoir et à réaliser des actions	4.1 Intégration des stratégies de prévention des conflits dans les politiques et la planification des	4.1 Indicateur : planification nationale et locale et mécanismes politiques attentifs aux conflits	Équipe de pays des Nations Unies, gouvernement	Ressources ordinaires : 5 033 dollars

<i>Élément de programme</i>	<i>Résultats du programme de pays</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs, points de comparaison et objectifs</i>	<i>Rôle des partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources par objectif (en milliers de dollars)</i>
	de développement attentives aux crises, réduction de la vulnérabilité des populations dans les régions ciblées	pouvoirs publics et des principaux acteurs du développement 4.2 Accroissement des moyens de lutte des pouvoirs publics et de la société civile contre les catastrophes naturelles	Cible : mise à l'essai de mécanismes de planification attentive aux conflits, d'affectation des ressources et de concertation dans huit districts 4.2 Indicateur : efficacité des plans de lutte nationaux et locaux contre les catastrophes, dans leur mise en œuvre aussi Cible : textes de loi sur les catastrophes et plans de lutte élaborés et mis à l'essai à divers niveaux dans les zones visées	national et pouvoirs publics locaux, centres de règlement des conflits dans les universités, ONG nationales et locales, Komnas Perempuan, ONG internationales, donateurs bilatéraux	Autres ressources : 37 419 dollars Total : 42 452 dollars
Prévention des crises et redressement	5. Reconstruction à Aceh et dans le Sumatra du Nord sous le signe de la transparence et renforcement des fondements de la démocratie	5.1 Reconstitution des moyens de subsistance et remise en état de l'infrastructure économique dans les zones ciblées 5.2 Développement de l'habitat, des établissements et de l'infrastructure connexe dans les zones visées 5.3 Capacité de l'État et de la société civile à élaborer et à mettre en œuvre des politiques de développement durable qui respectent les principes de bonne gouvernance	5.1 Indicateur : reconstitution des moyens de subsistance Situation de départ : 50 %. Les communautés d'Aceh ont perdu la totalité ou une partie de leurs moyens de subsistance Cible : Plus de 50 000 personnes bénéficient de l'aide apportée aux filières agriculture et pêche et aux petites entreprises 5.2 Indicateur : remise en état des habitations Situation de départ : destruction de 40 % de l'habitat Cible : remise en état à l'aide de mécanismes participatifs et de titres de propriété 5.3 Indicateur : remise en état des capacités de l'État Situation de départ : le tsunami a détruit 20 % des bâtiments publics Cible : remise en état des bâtiments publics locaux; amélioration de la planification participative dans les zones visées; accroissement des capacités de la société civile	ONU-Habitat, Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, gouvernement national et pouvoirs publics locaux, Banque mondiale (KPD), ONG internationales et locales	Autres ressources : 70 000 dollars Total : 70 000 dollars